



**HAL**  
open science

## L'Amérique Latine change, nous aussi !

Jean-Michel Blanquer

► **To cite this version:**

Jean-Michel Blanquer. L'Amérique Latine change, nous aussi!. Cahiers des Amériques Latines, 1999, 30, pp.7-9. halshs-00599101

**HAL Id: halshs-00599101**

**<https://shs.hal.science/halshs-00599101v1>**

Submitted on 8 Jun 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## L'AMÉRIQUE LATINE CHANGE, NOUS AUSSI !

JEAN-MICHEL BLANQUER\*

**D**epuis quelques années, des milliers de pages ont été écrites sur la mutation actuelle de l'Amérique latine. On date en général du début des années quatre-vingt le commencement du processus qui s'est traduit par la démocratisation politique et l'ouverture économique. Nous sommes cependant en train de vivre une nouvelle étape, sans que la mesure du nouveau changement ait été entièrement prise.

Un certain nombre de phénomènes politiques nous indiquent en effet que, face à une dégradation des conditions de vie, une certaine remise en question du schéma d'organisation économique actuel se fait jour. Cette remise en question semble prendre deux chemins : l'un que l'on peut qualifier de social-démocrate (avec par exemple le cas de l'Argentine), l'autre que l'on peut appeler national-progressiste (avec notamment le cas du Venezuela). Bien sûr, ces deux chemins renouent avec des traditions largement identifiables au XX<sup>e</sup> siècle, mais ils prennent des formes nouvelles qui nous indiquent la survenance d'un nouveau stade historique dans les cycles politiques latino-américains qui se traduit par une nouvelle structuration du champ politique.

Deux éléments de stabilisation peuvent en résulter. En premier lieu, nous assistons à la consolidation, jamais advenue jusqu'alors, d'une gauche de gouvernement en Amérique latine. L'abandon de l'option révolutionnaire (dont on voit, a contrario, en Colombie, que le maintien obère toute possibilité d'existence d'un grand parti de gauche démocratique) et l'élaboration (encore faible) de schémas alternatifs par rapport à la " société de marché sont les deux raisons principales de cet événement. En second lieu, le phénomène " national-progressiste ", d'une certaine façon plus habituel, représente peut-être un nouveau moyen de mobiliser les masses dans le jeu politique. Il peut susciter,

\* Directeur de l'Iheal

comme dans les années trente, une forme de modernisation politique par l'intégration de nouvelles couches sociales. C'est clairement ce qui est en train de se passer au Venezuela. Bien sûr, des craintes s'expriment quant à une éventuelle dérive autoritaire qui est en effet toujours possible. Mais rien, notamment dans le texte de la nouvelle Constitution, n'autorise à pousser le soupçon au-delà de la légitime vigilance. On doit craindre surtout des versions plus dures du nationalisme (comme par exemple dans le cas du Guatemala), clairement populistes, si les conditions sociales ne s'améliorent pas dans les autres pays d'Amérique latine.

Tout cela ne représente pas une " normalisation " de l'Amérique latine mais au contraire l'émergence d'une nouvelle dialectique entre deux pôles politiques, eux-mêmes issus d'une réaction au libéralisme pur, qui doit avoir une influence sur nos instruments d'analyse. L'analyse sociale doit prendre en compte la fragmentation des classes moyennes, la recomposition de nouvelles identités (rurales et urbaines) et s'attacher à des phénomènes qui sont devenus centraux dans le fonctionnement courant des nations (par exemple la corruption). L'analyse politique doit essayer de cerner les nouvelles formes de la puissance publique, devenues singulièrement plus complexes avec l'adoption de nouvelles stratégies de développement nationales et internationales (par exemple la décentralisation). L'analyse économique est questionnée par les formules d'intégration à géométrie variable qu'invente l'Amérique latine, en vertu d'une démarche (notamment brésilienne) renforcée par la crise actuelle du Mercosur.

L'intégration est probablement le phénomène le plus important de la période actuelle. Le récent sommet de Rio (en juin 1999) a montré à la fois toutes les difficultés et les richesses des processus en cours et leur impact sur les relations avec l'Europe. Le rôle fondamental du Brésil s'est trouvé confirmé, pas seulement en tant que puissance majeure (démographiquement et économiquement) mais aussi en tant que cerveau politique des nouvelles configurations envisageables. En tout état de cause, dans la situation de crise économique et sociale que connaît l'Amérique latine de cette fin de siècle, la solution semble passer par l'élargissement et l'approfondissement de l'intégration régionale.

Toutes nos approches scientifiques de la nouvelle Amérique latine, qu'elles viennent de la sociologie, de la science politique, de l'économie, sont vaines si elles ne sont pas reliées entre elles et articulées avec les propositions de l'anthropologie, de l'histoire, de la géographie, du droit. Toutes ces disciplines sont présentes à l'Iheal et au Credal et nous avons donc un outil exceptionnel pour développer une analyse sur l'évolution de cette région qui nous passionne.

Notre propre évolution scientifique est le résultat d'une influence de l'objet étudié sur l'observateur (lequel, comme chacun sait, n'est pas sans influence sur le phénomène observé). Elle correspond aussi, dans le cas de l'Iheal, à une attente des étudiants (dont le nombre a été multiplié par 1,5 lors de la dernière rentrée), qui, venant d'Amérique latine, cherchent chez nous une approche à la fois spécifique et globale du monde auquel ils appartiennent ou, venant

de France, sont de plus en plus soucieux d'avoir des grilles d'analyse pour comprendre une région où ils veulent travailler.

Ce contexte conceptuel vient rejoindre un contexte institutionnel pour favoriser le développement de notre institution. En effet, tant l'actuelle internationalisation de l'enseignement supérieur que les plans de relocalisation des universités nous permettent d'envisager une croissance de notre espace (par le déménagement) et de nos missions. Cela exige une vaste réflexion collective qui dépasse les seules personnes en poste dans l'institution et concerne tout le latino-américanisme français.

Dès maintenant, l'Iheal et le Credal se donnent les moyens d'amorcer ce tournant. L'accroissement du nombre d'étudiants s'est accompagné de l'arrivée de nouveaux professeurs (en économie, en droit) et chercheur (en géographie). Une nouvelle chaire d'études mexicaines " Alfonso Reyes " a été créée et a été inaugurée par Carlos Fuentes. Cet événement a renoué avec la tradition des conférences des grands intellectuels latino-américains (voir la récente retranscription que nous avons publiée dans les *Cahiers des Amériques latines* de la conférence d'Alejo Carpentier) et nous allons bien sûr la perpétuer.

Nous avons aussi créé des " groupes pays " permettant à nos étudiants mais aussi aux personnes extérieures intéressées de travailler ensemble sur les pays qu'ils connaissent (et de porter leurs travaux sur notre site web). Des séminaires thématiques mensuels (sur la souveraineté, la corruption, la médiation, la notion d'aire culturelle, les questions stratégiques) ont été ouverts permettant aux chercheurs les plus divers de se rencontrer. " L'observatoire des changements en Amérique latine " (créé et animé par mon prédécesseur, Georges Couffignal) organise régulièrement des tables rondes avec des acteurs de la vie politique, économique et sociale et publie, à partir de 2000, un rapport annuel sur les grands changements structurels en Amérique latine.

Demain lorsque notre espace et nos moyens auront changé, nous serons en mesure d'accomplir au mieux nos missions classiques d'enseignement, de recherche, de documentation et de publication et de réaliser de nouveaux projets pour nous ouvrir à un public toujours plus large, tourné vers l'Amérique latine. À partir d'un travail théorique orienté autour de nos grands centres d'intérêt (la puissance publique, l'identité, la ville et l'environnement), nous pourrons développer un corps d'analyse sur l'Amérique latine, permettant lui-même de concevoir des applications pratiques (avec par exemple des formations nouvelles conçues sur mesure pour des attentes spécifiques).

Une dynamique est à l'œuvre qui doit aboutir à une meilleure communication au sein du milieu latino-américaniste et à l'existence d'un " Institut des Amériques ", plus grand, plus visible et, donc plus utile, dans les années à venir. Ce sera le résultat d'un travail collectif. Il est déjà en route et l'on peut donc être raisonnablement optimiste.

L'Amérique latine change. Nous aussi.